

Audience publique du 2 juillet 2014

Recours formé par
la société anonyme ... S.A., ...,
contre un arrêté du ministre de la Culture,
en matière de sites et monuments

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 32943 et déposée le 25 juin 2013 au greffe du tribunal administratif par Maître Maria FARALDO TALMON, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, assistée de Maître Arnaud SAGNARD, avocat inscrit à la liste IV du tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de la société anonyme ... S.A., établie et ayant son siège social à L-... représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 113.663, tendant à l'annulation d'un arrêté du ministre de la Culture du 26 mars 2013 portant inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux des immeubles sis à L-1521 Luxembourg, 74-84, rue Adolphe Fischer, inscrits au cadastre de la commune de Luxembourg, section HoA de Hollerich, sous les numéros 361/7997, 380/7998, 380/7999, 380/8000, 380/2862 et 380/3324 ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe du tribunal administratif en date du 5 novembre 2013 par le délégué du gouvernement ;

Vu la constitution de nouvel avocat à la Cour déposée au greffe du tribunal administratif le 21 octobre 2013 par Maître Joram MOYAL pour compte de la société anonyme ... S.A.,

Vu le mémoire en réplique déposé par Maître Joram MOYAL au greffe du tribunal administratif en date du 5 décembre 2013 au nom de la société anonyme ... S.A. ;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe du tribunal administratif par le délégué du gouvernement en date du 23 décembre 2013 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment l'arrêté critiqué ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Marlène MULLER, en remplacement de Maître Joram MOYAL et Madame le délégué du gouvernement Claudine KONSBRÜCK en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 2 juin 2014.

La société anonyme ... S.A, ci-après « la société ... », est propriétaire des immeubles sis à L-1521 Luxembourg, 74 à 80, rue Adolphe Fischer, inscrits au cadastre de la commune de Luxembourg, section HoA de Hollerich, sous les numéros 361/7997, 380/7998, 380/7999 et 380/8000.

Dans sa séance du 1^{er} juin 2011, la commission des Sites et Monuments nationaux, ci-après la « COSIMO », émit des avis favorables pour une inscription des immeubles sis aux numéros 74 à 84, rue Adolphe Fischer, L-1521 Luxembourg à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux.

Par courrier recommandé du 1^{er} juillet 2011, le ministre de la Culture, ci-après « le ministre », informa la société ... S.A. de son intention d'inscrire les immeubles sis aux numéros 74 à 84, rue Adolphe Fischer, et dès lors plus particulièrement les immeubles sis aux numéros 74 à 80 appartenant à la société ..., à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux conformément à l'article 17 de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux, ci-après « la loi du 18 juillet 1983 ».

Par courrier du 21 septembre 2011, la société ... informa le ministre par l'intermédiaire de son litismandataire qu'elle s'opposait à une inscription de ses immeubles à l'inventaire supplémentaire.

Par arrêté ministériel du 26 mars 2013, les immeubles sis aux numéros 74 à 84, rue Adolphe Fischer furent finalement inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux, arrêté formulé comme suit :

« Art. 1^{er} – Sont inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux conformément à l'article 17 de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux, en raison de leur intérêt historique, architectural et esthétique, les immeubles sis 74-84, rue Adolphe Fischer, inscrits au cadastre de la commune de Luxembourg, section HoA de Hollerich, sous les numéros 361/7997, 380/7998, 380/7999, 380/8000, 380/2862 et 380/3324. Les immeubles sis 74-80 (numéros cadastraux 361/7997, 380/7998, 380/7999 et 380/8000) appartiennent à ... S.A., ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 25B, Boulevard Royal et les immeubles sis 82-84, rue Adolphe Fischer (numéros cadastraux 380/2862 et 380/3324) appartiennent à la Ville de Luxembourg.

Art. 2 - L'intérêt historique, architectural et esthétique est motivé comme suit :

Les immeubles sis 74 à 84, rue Adolphe Fischer forment un bel ensemble urbain, typique de l'architecture hétérogène, au bon sens, et cohérente de cette rue. En effet, la rue Adolphe Fischer a conservé, à part quelques lacunes malheureuses, un tissu urbain encore bien intact. Les styles architecturaux reflètent les goûts de l'époque, lorsque le plateau

Bourbon et le quartier de la gare se sont développés, à savoir à la fin du XIXe et au début du XXe siècle. Ainsi on trouve un mélange de bâtiments plutôt « classiques », dans des styles historisants, et de bâtiments « modernes », influencés par exemple par l'Art nouveau. L'enfilade comprenant les immeubles n°74 à n°84 présente également ce mélange de styles architecturaux. De cette façon la première et la dernière des six maisons sont érigées selon des langages plus classiques, tandis que les autres quatre maisons présentent une tendance vers l'Art nouveau, un style relativement rare au Grand-Duché. Les immeubles sont caractéristiques pour la rue Adolphe Fischer et les rues avoisinantes, non seulement par leur architecture, mais aussi par leur implantation sans jardinier sur le trottoir. L'ensemble des immeubles témoigne du développement de la ville de Luxembourg et en particulier de ce quartier de la ville. Ainsi les immeubles sis 74 à 84, rue Adolphe Fischer méritent d'être protégés pour leur intérêt historique, architectural et esthétique.

Maison sise 74, rue Adolph Fischer

L'immeuble sis au n°74 a été construit vers 1890. De nos jours il ne garde malheureusement que son premier étage intact, tandis que le rez-de-chaussée a été défiguré par la grande vitrine s'étalant sur toute la largeur de la façade. A l'étage la maison présente trois ouvertures munies d'encadrements historisants : avec des piédroits sous forme de pilastres et des linteaux sous forme d'entablements classiques. La façade se termine par une corniche à modillons et est surmontée par une toiture mansardée, percée de deux lucarnes. De nos jours l'immeuble fait partie de l'Hôtel ... Luxembourg, qui s'étend du n°74 au n°80.

Maison sis 76, rue Adolphe Fischer

L'immeuble sis au n°76 a été construit vers 1910. Il s'élève sur trois niveaux et la façade principale se divise en deux travées. A l'époque il y avait deux entrées, une dans la travée droite et une au centre de la serlienne dans la travée gauche. Aujourd'hui les deux entrées ont été murées à en devenir des fenêtres. Les encadrements des baies sont en pierre naturelle et ont des décorations influencées par l'Art nouveau, surtout celui du rez-de-chaussée. De nos jours l'immeuble fait partie de l'Hôtel ... Luxembourg, qui s'étend du n°74 au n°80.

Maison sise 78, rue Adolphe Fischer

L'immeuble sis au n°78 a été construit vers 1910. Il s'élève sur trois niveaux et la façade principale se divise en deux travées, dont celle de droite a des ouvertures jumelées. Les encadrements des baies sont en pierre naturelle, avec des décorations historisantes, légèrement influencées de l'art moderne. La porte d'entrée en bois, probablement d'origine, présente des motifs historisants. De nos jours l'immeuble fait partie de l'Hôtel ... Luxembourg, qui s'étend du n°74 au n°80.

Maison sis 80, rue Adolphe Fischer

L'immeuble sis au n°80, identique au n°82, a été construit vers 1910. Il s'élève sur deux niveaux et sa façade principale se divise en deux travées. Cette maison se distingue par

une recherche décorative à travers l'enduit et la pierre de taille. En effet, les encadrements des baies alternent des pierres de deux couleurs différentes. Le jeu de formes, de tendance Art nouveau, est un autre élément marquant l'aspect de la maison. La porte d'entrée en bois, sans doute d'origine, est également de style Art nouveau. De nos jours l'immeuble fait partie de l'Hôtel ... Luxembourg, qui s'étend du n°74 au n°80.

(...)

Art. 3 – *La présente décision est susceptible d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de et à Luxembourg. Ce recours doit être intenté par ministère d'avocat dans les trois mois de la notification du présent arrêté au moyen d'une requête à déposer au secrétariat du Tribunal administratif.*

Art. 4 – *Le présent arrêté est notifié aux propriétaires concernés et à l'administration communale de la Ville de Luxembourg pour information et gouverne ».*

Ledit arrêté ministériel fut notifié à la société ... par courrier recommandé du 26 mars 2013.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 25 juin 2013, la société ... a introduit un recours tendant à l'annulation de la décision ministérielle précitée dans la mesure où il porte inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux des immeubles lui appartenant sis aux numéros 74 à 80, rue Adolphe Fischer, L-1521 Luxembourg.

Aucune disposition légale ne prévoit de recours au fond en la présente matière, de sorte que le tribunal est compétent pour connaître du recours en annulation introduit contre l'arrêté ministériel du 26 mars 2013.

Le recours en annulation ayant été introduit dans les formes et délai de la loi, est recevable.

A l'appui de son recours et en fait, la société demanderesse rappelle que les immeubles concernés par l'inscription à l'inventaire supplémentaire auraient été classés à l'origine en zone mixte n° 5 du plan d'aménagement général de la Ville de Luxembourg, ci-après le « PAG », tandis qu'à l'heure actuelle, ils seraient classés en zone d'habitation n°4 du PAG. De ce fait, lesdits immeubles ne pourraient pas être affectés à l'usage de bureau et le nombre d'étages serait limité.

La société demanderesse explique ensuite qu'au cours de l'année 2011, Monsieur ... de l'... qu'elle aurait mandaté se serait entretenu à plusieurs reprises par téléphone avec Monsieur ... de la Ville de Luxembourg avec lequel il aurait également échangé de nombreux courriers électroniques. Dans le cadre de ces échanges, Monsieur ... aurait proposé à la Ville de Luxembourg de racheter les immeubles litigieux au prix du marché, rachat qui ne se serait finalement pas fait. Peu après, la COSIMO aurait rendu un avis en vue de l'inscription des immeubles litigieux à l'inventaire supplémentaire, suite à quoi la société demanderesse se

serait vue notifier le 1^{er} juillet 2011 l'intention du ministre d'inscrire les immeubles concernés à l'inventaire supplémentaire tout en étant invitée par le biais de ce même courrier à présenter ses éventuelles observations, ce qu'elle aurait fait par courrier du 21 septembre 2011 dans lequel elle aurait notamment insisté sur le fait que la motivation du courrier du 1^{er} juillet 2011 porterait exclusivement sur l'aspect extérieur des façades.

La société demanderesse relate ensuite que le 11 août 2011 une réunion aurait eu lieu entre Monsieur ..., architecte au sein du ministère de la Culture, Monsieur ..., administrateur de la société ..., Monsieur ... de l'..., Monsieur ..., architecte de la société demanderesse, ainsi que le mandataire de la société demanderesse, réunion lors de laquelle Monsieur ... aurait précisé les contraintes et obligations liées à l'inscription des immeubles à l'inventaire supplémentaire mais lors de laquelle la société demanderesse n'aurait pas reçu de réponse quant aux réelles motivations d'une telle inscription. Une nouvelle réunion se serait tenue le 30 août 2011 lors de laquelle la société demanderesse aurait été informée que la décision d'inscription de ses immeubles à l'inventaire supplémentaire aurait été prise suite à une demande de démolition desdits immeubles et ce alors même qu'aucune demande de ce genre n'aurait jamais été introduite, ni la société demanderesse, ni la Ville de Luxembourg n'ayant été en mesure d'établir l'origine d'une telle demande. Finalement, après avoir effectué des recherches en ce sens, Madame ... et Madame ... des Services de la Ville de Luxembourg auraient également conclu à l'absence effective d'une telle demande de démolition.

La société demanderesse donne à cet égard encore à considérer qu'un immeuble ayant les mêmes caractéristiques que les siens et qui serait situé au numéro 51, rue d'Anvers aurait fait l'objet d'une demande de démolition en vue de la mise en place d'une construction moderne et qu'une autre maison située également dans la rue d'Anvers et appartenant à la Ville de Luxembourg aurait été démolie pour faire place à la construction d'un parking.

En droit, la société demanderesse invoque plusieurs moyens d'annulation tenant tant à la légalité extrinsèque qu'à la légalité intrinsèque de l'acte attaqué et pouvant se résumer comme suit :

- violation de l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 concernant la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes ;
- motivation insuffisante de l'arrêté litigieux quant au fond dans la mesure où le ministre se serait contenté de faire dépendre l'intérêt de l'inscription des immeubles concernés de certaines caractéristiques ayant trait à leur seul aspect extérieur et plus particulièrement à leurs façades et ce alors même que l'intégralité des immeubles aurait été portée sur l'inventaire supplémentaire ;
- erreur manifeste d'appréciation dans le chef du ministre dans la mesure où seules les façades des immeubles litigieux pourraient justifier un quelconque intérêt, la société demanderesse mettant à cet égard en exergue que, tel que cela résulterait du rapport de l'architecte Monsieur ..., de nombreux éléments ne seraient pas d'origine et témoigneraient de multiples interventions de construction, notamment au niveau des cours et annexes ;

- détournement ou excès de pouvoir dans le chef du ministre en ce sens que la décision attaquée serait intervenue non pas dans un but d'intérêt purement général mais pour poursuivre d'autres intérêts : en effet, les immeubles pris en leur intégralité ne possèderaient aucune particularité architecturale ou historique digne de protection, seuls les détails « Art Déco » à l'extérieur des immeubles sis aux numéros 76 et 78, ainsi que l'architecture de celui sis au numéro 80 présentant éventuellement un certain intérêt. Ainsi, en l'absence de réel intérêt public, la société demanderesse en conclut que le ministre aurait adopté la décision litigieuse pour poursuivre d'autres intérêts et ce plus particulièrement suite à son refus de céder ses immeubles à la Ville de Luxembourg faute d'accord sur le prix, la société demanderesse reprochant plus particulièrement au ministre d'avoir usé de son pouvoir pour obtenir le résultat escompté, à savoir un contrôle sur les immeubles et la limitation de toute intervention de sa part ;
- violation du principe de proportionnalité dans la mesure où les immeubles de la société demanderesse auraient été inscrits à l'inventaire supplémentaire tandis que d'autres immeubles similaires aux siens auraient été détruits pour faire place à un parking et un immeuble moderne ou bien n'auraient pas été portés à l'inventaire supplémentaire : de ce fait, l'inscription à l'inventaire supplémentaire mettrait la société demanderesse dans une situation plus défavorable que celle des autres propriétaires d'immeubles de la même rue présentant les mêmes caractéristiques, ce qui violerait le principe d'égalité des administrés ;
- atteinte au droit de propriété de la société demanderesse tel que garanti par l'article 16 de la Constitution ainsi que par l'article 1^{er} du Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'Homme dans la mesure où le classement intégral des immeubles, qui ne serait en tout état de cause pas justifié en l'espèce, aurait des conséquences considérables dans son chef, notamment du fait de la dévalorisation du prix des immeubles et du coût élevé pour tout type d'intervention et de réparation.

Le tribunal, saisi d'un recours en annulation, vérifie si les motifs sont de nature à motiver légalement la décision attaquée et contrôle si cette décision n'est pas entachée de nullité pour incompétence, excès ou détournement de pouvoir, ou pour violation de la loi ou des formes destinées à protéger des intérêts privés. Dans ce cadre, il lui appartient de vérifier la légalité extrinsèque de l'acte lui déféré, avant de se livrer par le biais de l'examen de la légalité des motifs, au contrôle de sa légalité intrinsèque.

Dans le cadre de la légalité extrinsèque de la décision attaquée, la société demanderesse sollicite tout d'abord l'annulation de l'arrêté ministériel déféré au motif qu'il violerait l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes, ci-après « le règlement grand-ducal du 8 juin 1979 ». Elle reproche en effet à l'arrêté ministériel litigieux de n'employer que des formules générales, abstraites et stéréotypées sur le style architectural des immeubles litigieux

et de ne décrire que les immeubles et leur architecture, sans préciser concrètement dans quelle mesure ces immeubles présentent un réel intérêt et méritent d'être inscrits à l'inventaire supplémentaire. A cela s'ajouterait que l'arrêté ministériel attaqué reprendrait mot pour mot l'avis de la COSIMO sans ajouter aucune motivation particulière, de sorte à ne donner aucun détail quant aux motifs ayant conduit le ministre à inscrire les immeubles concernés à l'inventaire supplémentaire plutôt qu'à les classer comme monuments nationaux.

La partie étatique conclut au rejet de ce moyen.

En ce qui concerne le reproche d'une absence de motivation d'un point de vue formel, il est vrai qu'en vertu de l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979, toute décision administrative doit reposer sur des motifs légaux et indiquer formellement les motifs par l'énoncé au moins sommaire de la cause juridique qui lui sert de fondement et des circonstances de fait à sa base, dans les seules hypothèses énumérées de manière limitative à l'alinéa 2 dudit article 6. Or, le cas d'espèce ne tombe dans aucune des hypothèses ainsi énumérées, de sorte qu'une violation de l'article 6 alinéa 2 précité ne saurait être retenue. Comme il n'existe en outre aucun autre texte légal ou réglementaire exigeant l'indication des motifs se trouvant à la base d'une décision administrative, sans demande expresse de l'intéressé, le moyen sous examen doit être rejeté pour ne pas être fondé, étant relevé qu'en ce qui concerne l'existence de motifs se trouvant à la base de la décision sous examen, il échet de constater que l'arrêté ministériel litigieux, en se basant notamment sur la loi du 18 juillet 1983, retient que les immeubles en question sont inscrits à l'inventaire supplémentaire « *en raison de leur intérêt historique, architectural et esthétique* » et que ces immeubles pour un certain nombre de considérations indiquées dans l'arrêté « *mérite d'être protégés pour leur intérêt historique, architectural et esthétique* », de sorte à avoir avancé un motif correspondant tant à une réalité matérielle - tenant aux styles architecturaux des immeubles, à leur aspect extérieur et à leur période de construction - qu'à une règle juridique.

Par ailleurs, si en l'espèce, le ministre s'est certes référé à l'avis de la COSIMO, il ne s'est pas contenté de s'y rallier, mais a explicitement énoncé dans sa décision les motifs justifiant l'inscription à l'inventaire supplémentaire, lesquels se recoupent avec ceux de l'avis de la COSIMO.

Force est dès lors de constater que le moyen fondé sur un défaut de motivation formelle de la décision litigieuse - indépendamment de la question du bien-fondé de cette motivation - est à écarter pour ne pas être fondé.

Quant à la légalité intrinsèque de l'arrêté ministériel déféré, tel que relevé ci-dessus, la société demanderesse invoque plusieurs moyens d'annulation dont il ressort qu'elle reproche en substance au ministre d'avoir porté l'intégralité de ses immeubles à l'inventaire supplémentaire et ce alors même que tout au plus trois des façades desdits immeubles pourraient éventuellement justifier un certain intérêt architectural sans toutefois justifier un intérêt particulier à leur conservation. En s'appuyant sur les conclusions du rapport de situation établi par le cabinet d'architectes ..., elle met plus particulièrement à cet égard en exergue que de nombreux éléments, tels que notamment les cours arrières et les annexes, ne seraient plus d'origine et que l'intérieur des immeubles ne posséderait aucune particularité architecturale ou

historique digne de protection, tout en soulignant que l'intérieur desdits immeubles n'aurait d'ailleurs jamais fait l'objet d'une quelconque étude ou visite des lieux de la part des services du ministre. La société demanderesse met encore l'accent, d'une part, sur le caractère disproportionné de la mesure lui imposée, notamment du fait que d'autres immeubles semblables aux siens n'auraient soit pas été portés à l'inventaire supplémentaire, soit auraient été démolis pour laisser la place à de nouvelles constructions et, d'autre part, sur l'atteinte causée par cette mesure à son droit de propriété.

La partie étatique estime, pour sa part, que le ministre aurait correctement apprécié les faits de l'espèce et plus particulièrement les éléments architecturaux particuliers des immeubles concernés ainsi que leur appartenance à un style architectural faisant que ces immeubles formeraient un ensemble architectural s'intégrant parfaitement dans le quartier de la gare. Elle insiste à cet égard sur le fait que les éléments mis en avant par le ministre témoigneraient de l'intérêt historique, architectural et esthétique des immeubles situés aux numéros 74 à 84 de la rue Adolphe Fischer et qu'ils démontreraient clairement que ces immeubles mériteraient d'être protégés, de sorte que le ministre n'aurait aucunement abusé de son pouvoir discrétionnaire ni commis une erreur manifeste d'appréciation.

Dans son mémoire en duplique, la partie étatique insiste encore sur le fait que même si les immeubles litigieux avaient subi des transformations, notamment des nouveaux percements entre les différents bâtiments pour les réunir, l'intérieur conserverait encore des éléments et structures d'origine, « à savoir quelques plafonds avec stucs, divers anciens parquets et escaliers en bois en chêne ».

En ce qui concerne le reproche de la société demanderesse suivant lequel le ministre se serait rendu coupable d'un excès de pouvoir, la partie étatique insiste sur le fait que les immeubles litigieux seraient dignes de protection au regard des critères temporels et ce dans la mesure où, mises à part certaines transformations, ils seraient conservés de manière authentique. Comme ils emploieraient un style très progressiste pour leur époque, ils seraient d'ailleurs significatifs d'un point de vue histoire de l'art, ce d'autant plus que « *ce langage architectural* » serait assez rare au Luxembourg. La partie étatique donne encore à considérer que les immeubles concernés rempliraient aussi des critères d'espace et de temps puisqu'ils représenteraient un certain type de bâti, à savoir la maison de ville, qui s'intégrerait dans un tissu urbain. Ils témoigneraient dès lors de l'histoire locale en reflétant de par leurs styles la période de l'histoire de la Ville de Luxembourg où le plateau Bourbon et le quartier de la Gare auraient connu un important développement.

La partie étatique réfute encore la thèse de la société demanderesse suivant laquelle la décision sous analyse n'aurait été prise par le ministre qu'en conséquence de l'absence d'accord trouvé quant à un rachat des immeubles litigieux entre la société et la Ville de Luxembourg et dans le but de l'empêcher de procéder à une quelconque rénovation de ses immeubles en dehors du contrôle de l'autorité publique. Ce serait en effet après avoir été informé par un service de la Ville de Luxembourg qu'il était envisagé de détruire les immeubles litigieux que la procédure de protection aurait été engagée, ce qui correspondrait à la façon de procéder usuelle sur le terrain de la Ville de Luxembourg. La partie étatique estime donc que le ministre n'aurait à aucun moment abusé de son pouvoir discrétionnaire mais qu'il

aurait agi en tenant compte du seul intérêt public d'un point de vue architectural, historique et esthétique que présenteraient les immeubles litigieux.

Dans son mémoire en duplique, la partie étatique insiste encore sur le fait que contrairement à ce que soutiendrait la société demanderesse l'inscription d'un immeuble à l'inventaire supplémentaire serait supposée augmenter la valeur de cet immeuble et qu'il ne saurait y avoir de confusion entre les intérêts de la Ville de Luxembourg et l'Etat luxembourgeois qui seraient deux entités bien différentes, de sorte qu'il ne saurait être reproché à l'Etat de vouloir s'immiscer dans la fixation des prix des immeubles sur le marché et ce pour le compte de la Ville de Luxembourg.

En tout état de cause, dans la mesure où il aurait existé un véritable danger de démolition des immeubles concernés, le ministre aurait indéniablement agi dans l'intérêt public en prenant la décision litigieuse.

En ce qui concerne le reproche du caractère disproportionné de la mesure prise, la partie étatique donne à considérer que si la société demanderesse faisait certes état d'immeubles semblables aux siens qui n'auraient pas été portés à l'inventaire supplémentaire, elle n'établirait toutefois pas que ces immeubles présenteraient les mêmes caractéristiques que les immeubles litigieux. Il ne saurait dès lors être question d'une quelconque violation du principe d'égalité de traitement ni de celui d'une bonne administration. A cela s'ajouterait qu'au vu des nombreux aspects architecturaux des immeubles litigieux, aspects qui auraient été énumérés de manière détaillée, l'inscription à l'inventaire supplémentaire ne saurait pas non plus être considérée comme disproportionnée par rapport à la situation de fait.

Dans son mémoire en duplique, la partie étatique insiste à cet égard encore sur le fait que l'inscription à l'inventaire supplémentaire serait bien plus souple qu'un classement, le propriétaire de l'immeuble concerné n'ayant qu'une obligation d'information écrite adressée au ministre. Elle donne encore à considérer que les immeubles concernés constitueraient un ensemble à protéger, formé par la suite des immeubles situés aux numéros 74 à 84, rue Adolphe Fischer et que ce serait justement le fait qu'il y aurait une suite d'immeubles, dont chacun en soi serait digne de protection, qui aurait justifié la procédure de protection en bloc.

Aux termes de l'article 17, alinéa 1^{er} de la loi précitée du 18 juillet 1983, le ministre peut inscrire à l'inventaire supplémentaire des sites et monuments nationaux des immeubles qui répondent à la définition telle que figurant à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi et qui présentent un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation. Sont visés par l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, précité, « *les immeubles, nus ou bâtis, dont la conservation présente au point de vue archéologique, historique, artistique, esthétique, scientifique, technique ou industriel, un intérêt public* ».

Il y a à cet égard lieu de rappeler que la mission spécifique de juge de l'annulation appelle le juge administratif, à examiner, sur base des pièces et éléments du dossier administratif, si les faits sur lesquels s'est fondée l'administration sont matériellement établis à l'exclusion de tout doute et s'ils sont de nature à justifier la décision, de même qu'il peut examiner si la mesure prise ne comporte pas une erreur d'appréciation. Ce faisant, il laisse

intact le pouvoir de décision politique et ne s'immisce pas dans l'appréciation de l'opportunité des mesures prises¹.

Quant à la matérialité des faits sur lesquels le ministre s'est basé pour prendre sa décision, le tribunal relève tout d'abord que le ministre a mis l'accent sur le mélange de styles architecturaux que présenterait l'enfilade comprenant les immeubles sis aux numéros 74 à 84 de la rue Adolphe Fischer. Ainsi, la première et la dernière des six maisons seraient érigées selon des langages plus classiques, tandis que les quatre autres maisons présenteraient une tendance vers l'Art nouveau. Il s'en suivrait que les immeubles litigieux seraient caractéristiques du tissu urbain de la rue Adolphe Fischer qui présenterait en effet, à part quelques exceptions, un « *mélange de bâtiments plutôt « classiques », dans des styles historisants, et de bâtiments « modernes », influencés par exemple par l'Art nouveau* », et dès lors des styles architecturaux reflétant les goûts de l'époque lorsque le plateau Bourbon et le quartier de la gare se seraient développés, à savoir à la fin du 19^e et au début du 20^e siècle. Les immeubles concernés seraient par ailleurs caractéristiques pour la rue Adolphe Fischer et les rues avoisinantes non seulement par leur architecture mais aussi par leur implantation sans jardin et trottoir.

Le tribunal relève encore que l'analyse du ministre s'est avant tout portée sur les styles architecturaux des différents immeubles visés tels qu'ils seraient surtout reflétés à travers l'aspect extérieur des différents bâtiments. En effet, le ministre a avant tout porté son attention sur l'aspect et la configuration des façades, ainsi que sur les ouvertures des immeubles et plus particulièrement sur les encadrements « historisants », influencés tantôt par l'art nouveau, tantôt par une période plus classique, dont elles seraient munies.

Il ressort d'un autre côté des explications de la société demanderesse et du rapport établi par le cabinet d'architectes ... que la société demanderesse invoque à l'appui de son recours que « *seul les façades sur rue des maisons n°76, 78 et 80 comportent encore des éléments constructifs et de décoration d'origine qui témoignent de leur époque de construction* », ce même rapport ayant encore plus particulièrement retenu que « (...) *la situation intérieure des maisons, l'état des toitures, les façades, toitures et lucarnes annexées donnant à l'arrière ainsi que la situation des cours arrières ne sont sans exception pas d'origine mais témoignent de modifications constructives multiples et hasardeuses au fil du temps* ». Ce même rapport retient encore que les immeubles litigieux doivent s'analyser en « *un amalgame d'annexes, de lucarnes surdimensionnées, de verrières ne comportant ni de valeur architecturale, ni d'intégration respectueuse de l'environnement construit existant* » et qu'« *aussi bien les modifications intérieures des immeubles en question que leur situation en façade postérieure témoignent de nombreux changements d'affectation précédés par des actes de construction incoordonnés* ». En guise de conclusion, le rapport relève que « *bien que les façades sur rue des maisons sises n°76 à n°80 témoignent d'éléments d'origine, l'intérieur des maisons, les toitures, les façades arrières, la présence d'un amalgame de constructions secondaires accolées et annexées au fil du temps, nous amènent à exprimer une absence de justification de classement des immeubles complets* ».

¹ Cour adm. 29 septembre 2011, n° 28076C du rôle, Pas. adm. 2012, V° Recours en annulation, N° 20.

Force est au tribunal de constater que face aux conclusions de ce rapport qui a été établi par un homme de l'art et transmis à la partie étatique par la voie du greffe le 25 juin 2013, la partie étatique s'est contentée au cours de la procédure contentieuse de maintenir sa position générale quant à l'intérêt historique, architectural et esthétique des immeubles litigieux dans leur intégralité, sans prendre davantage position par rapport à la situation intérieure des maisons dont il est contesté qu'elle présenterait un quelconque intérêt digne de protection ou encore sur le fait que les façades, toitures et lucarnes annexées donnant à l'arrière des immeubles, respectivement la situation des cours arrières des différents bâtiments ne seraient toutes, sans exception, pas d'origine. En effet, la partie étatique s'est contentée d'affirmer de manière générale et abstraite que même si effectivement les immeubles litigieux avaient subi des transformations au cours des années, leur intérieur conserverait encore des éléments et structures d'origine, à savoir « *quelques plafonds avec stucs, divers anciens parquets et escaliers en bois en chêne* », sans toutefois fournir la moindre précision notamment quant à l'intérêt historique, architectural ou esthétique de ces éléments prétendument d'origine. Le tribunal relève d'ailleurs également à cet égard que la partie étatique n'a versé aucune photographie sur laquelle sont reproduits les éléments et structures d'origine censés toujours exister à l'intérieur des immeubles litigieux et qui seraient dignes de protection.

Le tribunal est encore amené à relever que la partie étatique n'a pas pris position quant au reproche principal de la société demanderesse, confortée à ce sujet par les conclusions figurant dans le rapport du cabinet d'architecte ..., suivant lequel seules trois des façades sur rue, à savoir celles des immeubles sis aux n°76 à 80 témoigneraient d'éléments d'origine et pourraient éventuellement justifier un certain intérêt architectural sans toutefois justifier un intérêt particulier à leur conservation.

Quoiqu'il en soit, face aux contestations sérieuses par rapport à la matérialité des faits sur lesquels le ministre s'est basé pour inscrire les immeubles litigieux dans leur intégralité à l'inventaire supplémentaire, il y a tout d'abord lieu de relever que dans la mesure où l'inscription d'un immeuble à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux a vocation à limiter l'usage du droit de propriété des propriétaires des immeubles concernés, lequel droit non seulement se trouve constitutionnellement garanti (article 16), mais jouit encore de la protection conférée par l'article 1^{er} du Protocole additionnel à la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, les dispositions légales ayant trait à l'inscription à l'inventaire supplémentaire sont d'interprétation stricte.

Or, comme en l'espèce, il résulte des pièces et des photographies versées en cause par la société demanderesse que les façades arrières des immeubles litigieux ont fait l'objet de nombreuses modifications, que par ailleurs, les photographies des cours arrières témoignent sans conteste que différentes constructions secondaires, ne présentant manifestement aucune qualité historique, esthétique ou architecturale remarquable, ont été accolées et annexées au fil des années et qu'il n'existe aucune précision quant aux structures et éléments apparemment d'origine prétendument existants à l'intérieur des immeubles litigieux, il y a lieu d'admettre que les faits et considérations sur lesquels s'est fondé le ministre pour porter les immeubles dans leur intégralité à l'inventaire supplémentaire ne sont pas établis à l'exclusion de tout doute et que les faits retenus ayant trait aux structures et éléments d'origine existants à l'extérieur des immeubles litigieux, à savoir plus particulièrement l'aspect des façades sur rue,

ainsi que les encadrements « *historisants* » des ouvertures ou encore, pour ce qui est des maisons sises aux numéros 78 et 80, les portes d'entrée en bois dont l'authenticité n'est même pas établie, ne sont pas suffisants pour retenir que les immeubles litigieux présentent un intérêt suffisant pour rendre désirable leur préservation dans leur *intégralité* et par conséquent leur inscription intégrale à l'inventaire supplémentaire encore que la préservation des seules façades sur rue soit *a priori* justifiée.

Au vu de l'ensemble des considérations qui précèdent, il y a lieu de déclarer le recours en annulation tel qu'introduit par la société anonyme ... justifié et d'annuler dans le seul chef de la société demanderesse l'arrêté du ministre de la Culture du 26 mars 2013 ayant procédé à l'inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux de l'intégralité des immeubles lui appartenant sis à Luxembourg, 74-80, rue Adolphe Fischer, inscrits au cadastre de la commune de Luxembourg, section HoA de Hollerich, sous les numéros 361/7997, 380/7998, 380/7999 et 380/8000.

La société demanderesse sollicite encore la condamnation de l'Etat à une indemnité de procédure de 1.000.- euros sur base de l'article 240 du Nouveau Code de Procédure civile.

Encore que la base légale pour l'allocation utile d'une indemnité de procédure par le tribunal administratif est l'article 33 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, et non l'article 240 du Nouveau code de procédure civile, l'objet de la demande - une indemnité de procédure - est clairement identifié, de sorte que l'indication d'une base légale erronée est en l'espèce sans conséquence. Dans la mesure où la société demanderesse reste cependant en défaut d'établir à suffisance de droit le caractère inéquitable justifiant l'allocation d'une indemnité de procédure dans son chef, il y a lieu de la débouter de sa demande afférente.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit le recours en annulation en la forme ;

au fond le dit justifié, partant annule dans le seul chef de la société demanderesse l'arrêté ministériel du 26 mars 2013 ayant procédé à l'inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments nationaux de l'intégralité des immeubles lui appartenant sis à Luxembourg, 74-80, rue Adolphe Fischer, inscrits au cadastre de la commune de Luxembourg, section HoA de Hollerich, sous les numéros 361/7997, 380/7998, 380/7999 et 380/8000 ;

renvoie le dossier en prosécution de cause au ministre de la Culture ;

rejette la demande en allocation d'une indemnité de procédure ;

condamne l'Etat aux frais ;

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 2 juillet 2014 par :

Marc Sünnen, premier vice-président,
Thessy Kuborn, premier juge,
Alexandra Castegnaro, juge,

en présence du greffier Goreti Pinto.

s. Goreti Pinto

s. Marc Sünnen